

Colombie : la résurgence du paramilitarisme est qualifié d'infâme

Image not found or type unknown

Bogotá, 9 juin (RHC) Plusieurs membres du Congrès et des hommes politiques ont qualifié d'infâme la résurgence du paramilitarisme dans les villes de Colombie alors que le gouvernement protège la police et l'escadron mobile antiémeute (Esmad).

À cet égard, ils ont évoqué la réapparition d'une structure appelée Aigles Noires qui, selon Sergio Marín représentant du Parti Communs à la Chambre du Congrès, menace et intimide quiconque, en particulier

dans le contexte de la grève Nationale.

Pour sa part, le sénateur Gustavo Bolívar, évoquant le lien entre le paramilitarisme et la répression de la force publique contre les manifestations pacifiques, a souligné que les vidéos filmées sur les lieux des faits n'arrivent pas à raconter toute l'horreur.

Il y a des personnes torturées et beaucoup de blessés qui ne vont pas dans les cliniques parce que de là ils sont enlevés par les procureurs ou les Aigles Noirs, a-t-il dénoncé sur son compte Twitter.

Écoutez les familles des disparus. Nombre d'entre elles sont menacées, il a demandé à une commission internationale des droits de l'homme de se rendre en Colombie pour vérifier les allégations de violence contre les mobilisations dans le pays.

La présidente nationale du Mouvement alternatif indigène et social, Martha Peralta Epiyú, a également dénoncé les menaces de cette structure contre l'organisation qu'elle dirige et elle a tenu le gouvernement pour responsable de ce qui arrive au militantisme.

'Pourquoi ne les capturent-ils jamais? Quels sont leurs chefs? ', a demandé, la dirigeante indigène et avocate du peuple wayúu.

Le sénateur de Pôle Démocratique Iván Cepeda, avec des groupes de défense des droits humains, a informé la Cour pénale internationale de la consolidation du paramilitarisme urbain pendant la grève en Colombie.

Le rapport documente 3 825 violations des droits de l'homme, entre le 28 avril, lorsque les mobilisations antigouvernementales ont commencé, et le 2 juin.

Il a fourni des chiffres récents et de nouveaux cas de meurtres, de viols et de violences sexuelles, de torture et autres actes inhumains, de privation grave de liberté physique; de paramilitarisme urbain comme nouveau modus operandi contre la protestation sociale, entre autres.

Il révèle des preuves d'attaques armées menées par des civils en présence de policiers et de militaires dans les villes de Cali, Popayán, Pereira, Tuluá, Yumbo et Bucaramanga.

Le document souligne que, face à ces faits, les plaignants remarquent le silence et l'absence de condamnation publique de la part du président Ivan Duque et de supérieurs hiérarchiques du gouvernement.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/260079-colombie-la-resurgence-du-paramilitarisme-est-qualifie-dinfame>



Radio Habana Cuba